

Marché MPPA 2025-01

2025-698/01/00-00-00

Fourniture et installation de matériels audiovisuels de deux salles de formation de la Caisse d'allocations familiales du Rhône

MARCHÉ PASSÉ SELON UNE PROCÉDURE ADAPTÉE

**En application des articles R.2123-1,
R 2162-1 à R 2162-6, R.2162-13 et R.2162-14
du Code de la Commande Publique**

Cahier des Clauses Particulières CCP

Nomenclature en application de :

- **Classification de la branche famille de sécurité sociale : 54.00**
- **Classification CPV : 32321200-1, 32321300-2, 51313000-9 et 51314000-6**

Ce document comporte 12 pages

Janvier 2025

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| 1 DISPOSITIONS GENERALES | 3 |
| 1.1 Objet du marché | 3 |
| 1.2 Procédure et forme de marché | 3 |
| 1.3 Allotissement / variantes | 3 |
| 1.4 Partie aux marchés | 3 |
| 1.5 Durée du marché | 3 |
| 1.6 Lieu d'exécution des prestations | 3 |
| 2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE | 4 |
| 2.1 Pièces particulières | 4 |
| 2.2 Pièces générales | 4 |
| 3 CARACTERISTIQUES GENERALES | 4 |
| 3.1 Prestations attendues | 4 |
| 3.2 Modalités d'exécution | 4 |
| 3.3 Opération de vérification – admission et service fait | 5 |
| 3.4 Transmission de la documentation et des fiches techniques | 6 |
| 3.5 Garantie et service après-vente | 6 |
| 4 DESCRIPTIF TECHNIQUE | 6 |
| 4.1 Dispositions générales | 6 |
| 4.2 Solutions demandées | 7 |
| 5 OBLIGATIONS DES PARTIES | 7 |
| 5.1 Obligations de la Caf du Rhône | 7 |
| 5.2 Obligations du titulaire | 7 |
| 6 REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE | 8 |
| 6.1 Contenu des prix | 8 |
| 6.2 Révision de prix | 8 |
| 7 MODALITE DE FACTURATION ET DE REGLEMENT DES PRESTATIONS | 8 |
| 8 AVANCE | 9 |
| 9 PENALITE | 9 |
| 10 CONFIDENTIALITE | 10 |
| 11 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL | 10 |
| 12 RESPONSABILITE ET ASSURANCE | 10 |
| 13 REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE | 10 |
| 13.1 Vérification périodique de la régularité de la situation fiscale et sociale du titulaire | 10 |
| 13.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées | 11 |
| 14 CHANGEMENT DANS LA SITUATION DES PARTIES | 11 |
| 15 RESILIATION | 11 |
| 15.1 Résiliation pour motif d'intérêt général | 11 |
| 15.2 Résiliation pour faute du titulaire | 12 |
| 16 PROCEDURE DE MEDIATIONS ET DE RECOURS | 12 |
| 16.1 Organes chargés des procédures de médiation | 12 |
| 16.2 Instance chargée des procédures de recours | 12 |
| 17 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX | 12 |

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture, l'installation et la mise en service en matériels audiovisuels à usage professionnel de deux salles de formation pour la Caf du Rhône située

67 boulevard Marius Vivier Merle
69409 Lyon Cedex 03

Les caractéristiques du marché sont décrites dans le présent Cahier des Clauses Particulière (CCP).

1.2 Procédure et forme de marché

Il est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 1° du Code de la commande publique.

La forme du marché est un accord-cadre mono attributaire exécuté par l'émission de bons de commande selon les termes de l'article R 2162-2 du Code de la commande publique.

Ce marché a fait l'objet d'un avis publié sur le profil d'acheteur de la Caf du Rhône sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) : (www.marches-publics.gouv.fr).

1.3 Allotissement / variantes

Le présent marché n'est pas alloti et les variantes ne sont pas acceptées.

1.4 Partie aux marchés

Les parties contractantes sont :

d'une part, la Caisse d'allocations familiales du Rhône représentée par sa Directrice générale, *ci-après dénommée « La Caf du Rhône »*,

d'autre part, l'entreprise titulaire du marché, *ci-après dénommée « Le Titulaire »*.

Le Comptable assignataire des paiements est Monsieur le Directeur comptable et financier de la Caisse d'allocations familiales du Rhône

1.5 Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification jusqu'à la mise en service de la phase B (estimée à janvier 2026).

1.6 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations se dérouleront au siège de la Caf du Rhône à l'adresse située :

67 boulevard Marius Vivier Merle, 69409 Lyon.

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (AE) complété, daté et signé,
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) complété, daté et signé,
- Le présent Cahier des Clauses Particulière (CCP) dont seul l'exemplaire conservé par l'organisme contractant fera foi,
- Le cadre de réponse technique complété, daté et signé,
- Les plans des 2 salles de formation (en DWG et en PDF),
- Le RGPD complété, daté et signé,
- Les bons de commandes émis par l'organisme.

2.2 Pièces générales

- L'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- Le Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics,
- L'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relatif aux marchés publics,
- L'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS),
- Le règlement intérieur de la Caf du Rhône.

Le CCAG FCS n'est pas communiqué mais réputé connu des candidats.

Les documents originaux seuls faisant foi, sont conservés par l'Organisme.

En cas de contradiction, ou de divergence entre plusieurs documents contractuels, ils prévalent dans l'ordre dans lesquels ils sont énumérés.

3 CARACTERISTIQUES GENERALES

3.1 Prestations attendues

Les prestations intègrent la fourniture, la livraison, le montage de matériels audiovisuels ainsi que de sa mise en service.

Le fournisseur devra débarrasser le site de tout emballage, résidu et produit résultant de son intervention.

3.2 Modalités d'exécution

➤ Lieu, horaires et condition de livraison

La fourniture, la livraison et l'installation des prestations sont exécutées par le titulaire sur le site situé :

67 boulevard Marius Vivier Merle
69409 Lyon Cedex 03

L'accès se fait :

- Jours ouverts : du lundi au vendredi ;
- Heures ouvrées : de 8 h 00 à 15 h 00.

Dans le cadre de la période de garantie, le titulaire intervient selon cette même plage horaire.

➤ **Délai de livraison**

L'installation de l'ensemble des équipements audio et vidéo se fera en deux phases, incluant sa mise en service, selon le planning prévisionnel ci-dessous :

- Phase A – salle de formation 1 en mai 2025
- Phase B - salle de formation 2 en janvier 2026.

Ces dates pourront éventuellement évoluer en fonction des travaux réalisés à l'étage concerné par ces deux salles.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires afin de respecter le planning prévisionnel ci-dessus.

Le non-respect de ce délai entraîne l'application des pénalités de retard dont le montant est précisé à l'article 9 du présent CCP.

Le point de départ du délai d'exécution est celui de la date de notification du bon de commande.

➤ **Connaissance du site par le titulaire**

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des éléments du présent CCP et des renseignements donnés à titre indicatif, le titulaire étant réputé en avoir vérifié le contenu préalablement à l'établissement de son offre.

Il ne saurait se prévaloir d'une connaissance insuffisante des lieux ou des conditions de travail pour réclamer une plus-value ou une indemnité supplémentaire ultérieure.

➤ **Conditions de travail**

- **Matériel et outillage** : L'ensemble des équipements, matériels et outillages nécessaires à la bonne exécution des prestations ainsi que les équipements de protections individuels utiles aux techniciens intervenants est à la charge du titulaire et compris dans son offre financière.
- **Tenue de travail** : Le titulaire équipe ses techniciens de vêtements de travail avec l'insigne spécifique de la société.

3.3 Opération de vérification – admission et service fait

Les opérations de vérification qualitative et quantitative des fournitures et des prestations se font conformément aux articles 27 à 31 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS, le service fait vaut admission.

L'admission entraîne de droit le transfert de propriété.

3.4 Transmission de la documentation et des fiches techniques

Pour chacun des équipements, le titulaire du marché devra remettre sa documentation ainsi qu'une fiche de spécifications techniques.

3.5 Garantie et service après-vente

Sous réserves des dispositions réglementaires ou légales spécifiques, les fournitures bénéficient de la garantie prévue à l'article 1641 du code civil (vices cachés), 1386-1 et suivants du code civil (défectuosité des produits) et L221-1 et suivants du code de la consommation (obligation de sécurité).

Les fournitures font également l'objet d'une garantie pièce et main d'œuvre d'un minimum de 1 an à compter de l'acceptation des prestations par l'organisme. Cette garantie ne s'applique pas aux pièces d'usure, en cas de défaut d'entretien par l'organisme ou d'utilisation anormale. De même, la force majeure s'oppose à l'application de cette garantie.

Le titulaire sera responsable du bon fonctionnement des installations durant toute la période de garantie des équipements qui sera d'un an minimum.

Le titulaire s'engage à intervenir sur site au titre de la garantie technique dans un délai de vingt-quatre (24) heures (première intervention) à compter de la prise de contact de l'organisme avec le titulaire et de la confirmation écrite de l'organisme par courriel.

En cas d'impossibilité de remise en fonction du matériel dans un délai de soixante-douze (72) heures après la première intervention, le titulaire s'engage à échanger le matériel sur site ou prêter sans frais un matériel équivalent jusqu'à réception définitive du matériel, sous réserve de disponibilité de la salle.

4 DESCRIPTIF TECHNIQUE

Le candidat devra répondre sur la base des matériels indiqués dans le BPU

4.1 Dispositions générales

Le système audiovisuel comprend les prestations suivantes :

- La fourniture et pose des équipements audio et vidéo à usage professionnel,
- La fourniture et pose de la diffusion sonore à usage professionnel,
- Les raccordements entre les différents appareils avec fourniture de câbles,
- La fourniture des notices descriptives et consignes d'entretien, manuels d'utilisation,
- La protection des ouvrages et du mobilier jusqu'à la réception,
- L'exécution de travaux de qualité de finition très soignée.

D'une manière générale, les installations devront être conformes aux :

- Textes officiels, lois, décrets, arrêtés, circulaires et leurs additifs, ainsi qu'aux fiches, notes et commentaires techniques qui les précisent et ce, dans leur dernière édition. Publication du CSTB, notices et documents techniques unifiés (DTU).
- Projets de décrets ou règles, faisant état de pratiques courantes de la profession, proposés à l'homologation (décret sur la compatibilité électromagnétique).
- Règles interprofessionnelles pour des garanties résultant des obligations d'assurances.

Le titulaire doit répondre aux directives environnementales ainsi qu'à l'article L.2111-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative aux marchés publics et notamment :

- Privilégier les matériaux à faible impact environnemental (directive européenne dite ROHS),
- Limiter les déchets et les tracer.

Les techniciens doivent détenir un titre d'habilitation électrique à jour (B0 et B2).

4.2 Solutions demandées

Le descriptif des matériels demandés est précisé au BPU.

5 OBLIGATIONS DES PARTIES

5.1 Obligations de la Caf du Rhône

La Caf du Rhône s'engage à faciliter l'accès au site aux personnels du titulaire pour l'exécution des prestations, objet du présent marché.

La Caf du Rhône s'engage à s'assurer que ses structures sont susceptibles d'accueillir, avec l'efficacité et la sécurité requises, les prestations, objet du présent marché.

5.2 Obligations du titulaire

L'encadrement du personnel réalisant les prestations est assuré par un interlocuteur du titulaire qui a pour mission :

- de représenter le titulaire auprès de la Caf du Rhône pendant toute la durée du marché ;
- d'organiser, de décider et de surveiller l'exécution des prestations du marché.

Cet interlocuteur est le correspondant unique de la Caf du Rhône pendant toute la durée du marché.

Le titulaire communique à la Caf du Rhône, à la notification du présent marché, les coordonnées (numéro de téléphone et adresse courriel) auxquelles il est joignable durant les jours ouvrés.

Les prestations, objet du présent marché, sont confiées par le titulaire à des techniciens qualifiés. Le titulaire devra prévoir tous les moyens nécessaires (humains et matériels) à la complète réalisation des prestations du marché dans le respect de la réglementation et des normes en vigueur. Il reconnaît avoir suppléé par ses connaissances professionnelles, aux éléments qui auraient pu être omis ou insuffisamment détaillés.

Il est expressément entendu que le personnel du titulaire demeure à tous les égards, le salarié de ce dernier (léislation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter le personnel du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par celui-ci.

6 REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE

6.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont ceux mentionnés dans le BPU.

Les prix comprennent tous les frais afférents :

- à la réalisation des prestations en conformité avec les exigences de toutes les pièces du marché public ;
- aux fournitures et à la documentation nécessaires ;
- à la préparation de la livraison ;
- aux taxes fiscales et parafiscales en vigueur ;
- aux frais généraux, charges sociales, risques industriels, bénéfices ;
- à toutes primes ou indemnités de sujétions diverses versées au personnel, liées à la nature, au lieu, à l'horaire ou à la durée du travail, notamment pour les heures supplémentaires ou de nuit ;
- au stockage ;
- à la livraison franco de port ;
- aux frais d'emballage ;
- à l'assurance.

Les prestations font l'objet de bons de commande émis en fonction des deux phases pendant la durée du marché. Ils feront strictement référence aux prix unitaires mentionnés dans le BPU.

Les bons de commande peuvent être adressés par tout moyen jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Le bon de commande précise la référence du marché, la nature et le prix de la prestation.

Le titulaire devra, dans tous les cas, accuser réception en retour de la commande.

6.2 Révision de prix

Les prix de l'accord cadre sont fermes et non révisables pendant toute sa durée.

7 MODALITE DE FACTURATION ET DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

Après exécution des prestations, les factures seront adressées UNIQUEMENT par voie dématérialisée à l'adresse électronique suivante :

Portail Chorus Pro - n° Siret de la Caf du Rhône : 534 037 254 000 16

Outre les mentions légales, les factures indiquent obligatoirement les références de l'accord-cadre et le cas échéant, le numéro du bon de commande.

Le paiement est effectué, après vérification du service fait, conformément à l'article R.2192-14 du Code de la commande public, à compter de la date de réception de la facture, par virement sous réserve des dispositions suivantes :

- prestations reconnues conformes en tous points aux engagements,
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture par la Caisse d'allocations familiales du Rhône.

La suspension du délai prévu au 1er alinéa du présent article s'exerce dans les conditions décrites aux articles R.2192-10 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique.

Conformément aux articles L.2192-10 et suivants et à l'article D.2192-35 du Code de la Commande Publique, le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit et sans autre formalité, le versement d'une somme forfaitaire de 40 € et des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est fixé à l'article R.2192-31.

8 AVANCE

Une avance est accordée pour chaque bon de commande dans les conditions cumulatives suivantes :

- Le montant du bon de commande doit être supérieur à 50 000 euros HT ;
- La durée d'exécution de la prestation doit être supérieure à 2 mois ;
- L'accord du titulaire est requis dans l'acte d'engagement.

L'avance est accordée pour un montant fixé à 15% du montant du bon de commande. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

9 PENALITE

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, faute par le titulaire de remplir les obligations qui lui sont imposés par le présent marché, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant les dispositions mentionnées dans le tableau ci-dessous :

| Descriptif | Délai maximum d'exécution | Pénalités |
|---|--|---|
| Retard de livraison des fournitures | | 50 € par jour ouvré de retard |
| Non transmission des fiches techniques | | 50 € par fiche non transmise |
| Retard d'intervention dans le cadre de la garantie | 72h maximum à compter du signalement de l'organisme | 100 € par tranche de 24h de retard |
| Remise en état du matériel dans le cadre de la garantie | Suivant délai indiqué dans le cadre de réponse technique | 100 € par tranche de 24h de retard |
| Abandon des déchets | | 50 € par jour suite à constatation par la Caf |

Les pénalités que le prestataire aura encourues seront déduites de la facture. Le prestataire a un délai de quinze jours pour formuler ses observations.
Ces pénalités ne sont pas révisables.

10 CONFIDENTIALITE

Le titulaire se reconnaît lié par une stricte obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aurait connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter de façon absolue ces obligations par son personnel, y compris au-delà de la période de la prestation.

En cas de manquement à cet impératif, le marché serait immédiatement résilié aux torts du titulaire, sans préjudice de poursuites civiles ou pénales que pourraient engager la Caf envers le titulaire fautif.

11 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Cf. RGPD à compléter joint.

12 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, lors du dépôt de son offre et avant tout début d'exécution des prestations, qu'il est titulaire d'une assurance responsabilité civile au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Cette attestation doit dater de moins de 3 mois.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

13 REGULARITE DE LA SITUATION FISCALE ET SOCIALE DU TITULAIRE

13.1 Vérification périodique de la régularité de la situation fiscale et sociale du titulaire

En application de l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, dans le cadre de la mise en œuvre des articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur se fait remettre, par le titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la Sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois,
- la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à autorisation de travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
 - sa date d'embauche,
 - sa nationalité,

13.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées

- Conformément à l'article L2195-4 du code de la commande publique, en cas de non-présentation des documents susvisés, une notification sera adressée au titulaire dans laquelle le pouvoir adjudicateur exigera la production des pièces dans un délai d'un mois. Faute de produire les documents précités dans le délai imparti, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.
- Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, suite à l'information écrite par un agent de contrôle auprès du pouvoir adjudicateur faisant part de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur enjoint le titulaire de faire cesser sans délai cette situation. Si le titulaire, dans un délai de deux mois à compter de la mise en demeure effectuée par le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec avis de réception, n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, le marché peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Si le titulaire n'a toujours pas apporté la preuve de la mise en conformité de sa situation dans un délai de six mois après la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, le marché est résilié aux torts du titulaire sans indemnité. Le pouvoir adjudicateur peut décider de résilier le marché aux frais et risques du titulaire.

14 CHANGEMENT DANS LA SITUATION DES PARTIES

Durant la période de validité du présent marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit au représentant de la Caf du Rhône tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire.

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social ou de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'autre partie.

Cette notification, lorsqu'elle est faite par le titulaire doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales et d'un extrait du registre de commerce et des sociétés ou du registre du répertoire des métiers.

Dans l'hypothèse où le titulaire viendrait à disparaître par fusion avec une autre société, il est indiqué que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception par la Caf du Rhône des documents énumérés ci-dessus.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que la Caf du Rhône ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement du présent marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont elle n'aurait pas eu connaissance.

15 RESILIATION

15.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation. La résiliation se fera sous préavis de six mois, par lettre recommandée avec accusé de réception ou tout autre moyen permettant d'attester de la réception.

15.2 Résiliation pour faute du titulaire

En application de l'article 41 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2142-3, R.2142-4 et R.2143-3 du Code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, le contrat sera résilié au tort du titulaire

16 PROCEDURE DE MEDIATIONS ET DE RECOURS

16.1 Organes chargés des procédures de médiation

En application de l'article R 2197-1 du Code de la commande publique, la personne publique et le titulaire peuvent, dans le cadre d'une médiation, recourir à l'organe ci-dessous :

mediateur.des-entreprises@finances.gouv.fr

16.2 Instance chargée des procédures de recours

Le tribunal administratif territorialement compétent pour connaître de toute difficulté, litige ou contestation qui pourrait naître à l'occasion de cette consultation est le :

Tribunal judiciaire de Lyon
Secrétariat du Greffe du TJ de Lyon
67 rue Servient 69003 Lyon
Tél. : 04.72.60.70.12 – tj-lyon@justice.fr

17 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

| ARTICLE DU CCP | ARTICLE DU CCAG-FCS | LIBELLE |
|----------------|---------------------|--|
| 3.3 | 30.1 | Opération de vérification, admission et service fait |
| 8 | 14 | Pénalités |
| 15.1 | 38 et 42 | Résiliation pour motif d'intérêt général |